



Mouvement politique des
objecteurs de croissance

www.objecteursdecroissance.be
info@objecteursdecroissance.be

Communiqué de presse 20 janvier 2011

Crise institutionnelle : il faut consulter le peuple

**Le mpOC propose l'organisation
d'une consultation populaire communale**

Le mpOC demande aux partis politiques d'organiser une consultation populaire communale dans toutes les communes du royaume. Il propose de poser trois questions aux citoyens pour savoir s'ils veulent la scission de la Belgique, une Belgique confédérale ou une Belgique fédérale renouvelée.

L'absence de gouvernement de plein exercice risque de poser de sérieux problèmes pour faire face à un contexte extérieur qui se durcit. Certains souhaitent utiliser la crise institutionnelle comme prétexte pour justifier la régression sociale qui consisterait à sabrer dans les dépenses sociales pour équilibrer passagèrement le budget. Le mpOC juge ce genre d'option inacceptable.

Un gouvernement doit être mis en place pour éviter les pires politiques d'austérité et conserver des marges de manœuvre pour les nécessaires adaptations à venir. Dans l'état actuel des choses, il ne peut l'être sans recours à l'avis de la population.

*
* *
*

Après 3 ans de tergiversations et 221 jours sans gouvernement, l'impasse institutionnelle semble aujourd'hui totale.

L'absence de gouvernement de plein exercice comme l'absence de perspective(s) d'accord(s) entre les formations politiques élues deviennent de plus en plus problématiques à mesure que les conditions extérieures se durcissent. La crise de la dette et la remontée des prix de l'énergie constituent en effet deux problèmes très sérieux auxquels la Belgique doit pouvoir faire face pour éviter de se retrouver dans une situation plus dure encore.

Certains imaginent donner plus de pouvoirs au Gouvernement en affaires courantes, afin de lui permettre de réduire la dette de l'Etat belge par des coupes sévères dans les dépenses publiques et sociales.

Le mpOC juge inacceptable ce type d'option qui consiste à organiser la régression sociale et à faire payer à tous, et particulièrement aux personnes les plus vulnérables qui en subissent les effets plus durement, une crise qu'ils ont déjà supportée sans l'avoir causée.

Il est dès lors urgent d'éviter l'aggravation de ces effets pour préserver la population de conditions de vie dégradées et pour que la Belgique conserve son potentiel d'adaptation à un contexte qui ne peut que se durcir dans les années qui viennent.

La situation institutionnelle demande donc à être clarifiée, ce que la classe politique ne parvient pas à faire. Le mpOC propose de demander directement son avis au peuple sur les grandes orientations institutionnelles du pays.

Si le référendum n'est pas permis par la constitution, il est par contre possible d'organiser une consultation populaire communale.

Le mpOC demande donc que l'ensemble des partis démocratiques présents dans les conseils communaux sollicitent l'organisation d'une consultation populaire communale dans chaque commune du Royaume. Le travail préparatoire à cette consultation pourrait adéquatement être délibéré et produit par une conférence citoyenne, qu'il revient au gouvernement en affaire courante de mettre en place.

Refuser d'organiser une consultation populaire alors qu'ils en ont la capacité reviendrait, dans le chef des partis politiques, à revendiquer la prise en otage de la population qui est excédée par le blocage institutionnel.

Le mpOC propose de soumettre à l'attention de la population de chaque commune quelques questions simples et aux réponses non interprétables du type des trois suivantes :

1. *Selon vous, dans le cas où elle serait amenée à le faire, la commune de... [nom de la commune] devrait-elle se prononcer en faveur d'une réforme institutionnelle organisant la scission de la Belgique ?*
2. *Selon vous, dans le cas où elle serait amenée à le faire, la commune de ... [nom de la commune] devrait-elle se prononcer en faveur d'une réforme institutionnelle organisant une Belgique confédérale comprenant plusieurs Etats ?*
3. *Selon vous, dans le cas où elle serait amenée à le faire, la commune de... [nom de la commune] devrait-elle se prononcer en faveur d'une réforme institutionnelle organisant une Belgique fédérale renouvelée ?*

Le mpOC lancera dans les prochains jours une pétition publique pour faire connaître et soutenir cette proposition, sur le site:

www.consultation-populaire.be

Contact porte-parole (Jean Baptiste Godinot): 0488 / 200 175
presse@objecteursdecroissance.be